

Où en sommes-nous aujourd'hui ? L'Iraq occupe toujours le Koweït, malgré la condamnation universelle de son agression et l'application quasi-universelle des sanctions décrétées par les Nations Unies.

Nous espérons bien sûr que les sanctions aideront à convaincre Saddam Hussein de retirer ses troupes du Koweït. Nous continuons à croire qu'elles ont prouvé clairement notre volonté d'agir, mais nous reconnaissons aussi qu'elles ne sont pas suffisantes pour forcer un retrait si le gouvernement iraquien tient davantage à conserver les territoires conquis qu'à permettre à ses citoyens de reprendre une vie normale. C'est un fait que nous devons tout simplement accepter.

Le gouvernement de Bagdad s'est servi de civils innocents de pays tiers, dont le Canada, pour arracher des concessions à la communauté internationale et tenter, par la propagande, de marquer des points auprès de ses propres partisans. En même temps, il a pris des mesures impitoyables en vue d'effacer toute trace de l'identité koweïtienne. En bref, l'Iraq n'a fait aucun cas des exigences de la communauté internationale énoncées dans les résolutions successives adoptées par le Conseil de sécurité depuis le 2 août. Il a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu du droit international, des principes d'une conduite civilisée et de sa propre adhésion aux Nations Unies.

Ma visite des derniers jours au Moyen-Orient a été suivie d'entretiens intensifs que le Premier ministre et moi-même avons eus avec les dirigeants de l'Union soviétique, de la Communauté européenne et des États-Unis. Au Moyen-Orient, j'ai eu plusieurs heures de discussions avec les voisins de l'Iraq, dont le président de la Turquie, le roi de Jordanie, le premier ministre d'Israël et les ministres des Affaires étrangères de ces pays. J'ai aussi eu de longs entretiens avec le président Moubarak d'Égypte et son ministre des Affaires étrangères, M. Meguid.

Il y a quelques semaines, j'avais aussi rencontré les ministres des Affaires étrangères de l'Arabie saoudite et du Qatar. Dans toutes ces rencontres, j'ai fait valoir que le gouvernement canadien juge inacceptable l'invasion du Koweït par l'Iraq.

Monsieur le Président, il importe que cette Chambre sache aujourd'hui que tous les chefs d'État et de gouvernement et tous les ministres que nous avons rencontrés ont partagé ce point de vue.